



International Organization for Migration (IOM)  
The UN Migration Agency

## RÉSEAU EUROPEEN DE REINTEGRATION (ERIN) ACTION SPECIFIQUE NOTE D'INFORMATION

### RÉPUBLIQUE DE GUINÉE (Aussi disponible en Anglais)

Assistance à l'arrivée et à la réintégration des ressortissants guinéens de retour d'Australie, d'Autriche, de la Belgique, de Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Allemagne, de la Grèce, de l'Italie, de Luxembourg, de Malte, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Roumanie, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse et du Royaume-Uni.

#### GUINÉE



## **I. APERÇU DU PROJET ERIN Action Spécifique:**

L'ERIN (Réseau européen de réintégration) Action Spécifique est un programme conjoint de retour et de réintégration qui va du 1<sup>er</sup> Juin 2016 au 31 Mai 2017 et vise à mettre en œuvre un retour durable et la réintégration des ressortissants de pays tiers dans leur pays d'origine, avec en outre la coopération entre les Etats participants. Ce programme est une continuation des projets ERI et ERIN commencé en 2011, financé par les Fonds Européen au Retour – Action Commune.

La Commission de l'Union Européenne (Fonds européen pour le retour de l'UE - Actions communautaires) finance le programme avec du co-financement des dix-huit Etats partenaires d'ERIN (à savoir : l'Autriche, l'Australie, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Malte, la Norvège, la Roumanie, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni).

Le projet est mis en œuvre par dix-neuf institutions partenaires européennes ( Ministère de l'Intérieur d'Autriche, Département de l'Immigration et de Protection des Frontières d'Autriche, Australie- Office Fédéral d'Immigration et l'Agence fédérale belge pour l'accueil des demandeurs d'asile - Belgique, Ministère des Affaires Etrangères- Danemark, Finish Service d'Immigration- Finlande, Office Français d'Immigration et de Réintégration- France, Office Fédéral de migration et d'Intégration- Allemagne, Ministère Public de Protection du Citoyen et de maintien d'Ordre- Grèce, Ministère de l'Intérieur- Italie, Ministère Européen des Affaires Etrangères- Luxembourg, Ministère de l'Intérieur et de Sécurité Nationale- Malte, Service de Rapatriement et de départ- Hollande, Direction Norvégienne d'Immigration- Norvège, Inspection Générale d'Immigration- Roumanie, Intégration de Migrants et gestion de Frontières- Espagne, Agence de Migration Suédoises- Suède, Secrétariat d'Etat pour les Migrations-Suisse, et le Home Office britannique – Immigration (UKHO)) ainsi que les fournisseurs de services locaux sélectionnés dans les pays de retour.

## **2. MISSION DE L'OIM**

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a été créée en 1951 pour aider les gouvernements à gérer les migrations et aider les migrants dans le processus de migration. L'OIM est attachée au principe que la migration humaine et ordonnée bénéficie aux migrants et à la société. Aujourd'hui, avec 401 bureaux et représentations à travers le monde, et 165 États membres, l'OIM est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration. Entre autres activités, l'OIM soutient les personnes partout dans le monde dans le retour à la maison et de construire une nouvelle vie sous son retour et la réintégration dans le programme d'aide au retour volontaire assisté (AVR). Le programme d'aide au retour volontaire (AVRR) est un domaine d'expertise de l'OIM qui a été développé à travers 30 ans d'expérience.

Depuis 1979, les activités du programme AVRR de l'OIM ont augmenté pour inclure plus de 100 projets, aidant les individus qui reviennent dans quelque 160 pays à travers le monde. Dans la seule dernière décennie, l'OIM a aidé plus de 3,5 millions de migrants à retourner volontairement dans leur pays d'origine.

L'OIM travail avec ses partenaires de la communauté internationale pour assister à des rencontres au sommet pour parler des défis de la migration, chercher à faire comprendre les concepts de migration

et encourage le développement économique et social à travers la migration et développe le bien-être et les droits humains des migrants.

### 3. INFORMATIONS AVANT LE DÉPART

Les rapatriés potentiels seront informés par les institutions respectives partenaires des services d'ERIN qui sont disponibles pour eux à leur retour. Le conseiller identifiera le type d'assistance à fournir en fonction du profil et des besoins identifiés dans la demande des renseignements. Chaque Institution Partenaire donnera conseils dans les centres d'accueil et les centres de détention administrative et fournira des conseils avant le départ pour les rapatriés potentiels résidant dans les centres. Les réunions devraient être de manière informelle et amicale et assurer que les participants comprennent clairement l'objectif de la réunion et soient à l'aise pour poser des questions.

#### **Les renseignements suivants doivent être fournis avec un accent particulier:**

- Fournir les coordonnées des bureaux locaux de l'OIM aux bénéficiaires avant le départ.
- Définir autant que possible le paquet de réintégration avant le départ, ou informer le demandeur du type et de la quantité des bourses de réinsertion, dont il / elle doit s'attendre.
- Les ressortissants qui choisissent de retourner volontairement seront incités par paquets de réinsertion plus grands que ceux retournés par les institutions partenaires de manière non volontaire.
- OIM aidera les rapatriés non volontaires une fois qu'ils ont été officiellement admis et sont entrés en Guinée.
- Il est encouragée pour le bénéficiaire du projet de traduire tous les documents médicaux pertinents et / ou certificats d'études et de formation avant le retour, dans la langue officielle du pays de retour, ou (si pas possible), en anglais. Cela aidera l'enregistrement des rapatriés dans leurs institutions locales et facilitera leur suivi médical.
- Avant de retourner les groupes cible (y compris les rapatriés volontaires et non volontaires) seront informés par les conseillers de l'Institution partenaire respectifs qu'ils peuvent aborder l'OIM dans le pays de retour pour l'aide à la réinsertion.
- L'aide au retour sera fourni par l'Institution partenaire, tandis que l'OIM fournira une aide à la réintégration qui permettra aux rapatriés de construire leur vie de façon indépendante.
- Les réunions de consultation et d'information peuvent être plus efficaces si elles sont menées sur une base régulière.
- Les considérations sociales et économiques doivent être prises en compte lorsque l'on envisage le retour de personnes potentiellement vulnérables, comme les femmes, les enfants et les personnes âgées ou avec de petits enfants. Dans de tels cas, la réintégration dans un environnement socialement et religieusement conservateur présente des défis supplémentaires.

#### **Enfants migrants non accompagnés (MNA):**

Les mineurs non accompagnés de retour de certains pays sont admissibles dans le cadre du projet d'ERIN, sur arrangement préalable. Bien qu'il existe des différences entre les exigences des bailleurs de fonds, il existe une procédure bien-fondé de ce qui est propice à toutes les parties prenantes.

Les mineurs non accompagnés sont assistés au cas par cas par l'OIM selon les paramètres généraux suivants:

1. L'OIM doit avant le retour :

- a) confirmer l'identité des tuteurs légaux à la fois dans le pays d'accueil et le pays d'origine;
- b) vérifier la détermination du meilleur intérêt du mineur
- c) confirmer qu'une évaluation OIM de la famille dans le pays d'origine a été achevée.

2. L'assistance de l'OIM sera déterminée par le résultat du processus de soumission et de la volonté confirmée de l'enfant à retourner.

3. En raison de la vulnérabilité inhérente des MNA, et l'intérêt de l'Organisation dans le maintien des plus hauts standards de protection et d'assistance, l'OIM en général adhère aux positions politiques de l'UNICEF sur la protection des enfants.

4. Avant de déterminer que l'AVRR est mineur non accompagné, l'OIM doit:

- a) Recevoir des lettres de confirmation des tuteurs légaux à la fois dans le pays d'accueil et le pays d'origine confirmant que le retour dans le pays d'origine est dans le meilleur intérêt de l'enfant.
- b) Procéder à une évaluation de la famille et confirmer l'identité des parents ou tuteurs légaux et qu'ils sont prêts et capables de prendre soin de l'enfant jusqu'à ce qu'il / elle a atteint l'âge de 18 ans, et pour déterminer la faisabilité de l'aide par l'OIM.

#### **Aide au retour non volontaire (les retours non sous la coupe de l'OIM) :**

L'OIM peut aider les rapatriés non volontaires qui sont admis dans leur pays d'origine, aussi longtemps que le pays qui envoie et le pays d'accueil ont signé un accord bilatéral avec le gouvernement de la Guinée. L'OIM devra obtenir la confirmation de l'institution Partenaire à ERIN que le gouvernement dans le pays d'origine a donné son consentement avant de s'engager en aidant ces rapatriés.

**L'assistance à l'arrivée:** le premier contact avec les rapatriés ne peut avoir lieu une fois qu'ils ont effectué toutes les procédures liées à l'entrée dans le pays. A l'Aéroport la présence de l'OIM aux zones d'entrée est en dehors des zones de traitement d'immigration et des douanes.

**Aide à la réintégration:** l'OIM peut soutenir ces rapatriés d'ERIN avec l'aide à la réinsertion, si cette aide est jugée appropriée, et seulement une fois que le processus de retour a été conclu. Cependant, la disponibilité de l'assistance post-arrivée OIM ne peut pas être un facteur déterminant pour le processus de retour forcé d'avoir lieu.

## **4. L'OIM EN GUINÉE:**

Se fondant sur ses 15 ans d'expérience, l'OIM Conakry collabore actuellement avec plus de 25 pays sur les projets AVR pour aider un grand nombre de clients à revenir vers / depuis la Guinée et à réintégrer leur pays d'origine d'une manière durable.

L'OIM en Guinée met l'accent sur l'aide au retour volontaire et à la réinsertion, le renforcement des capacités, en préconisant l'intégration de la migration dans les programmes de développement et de la planification, encourage les liens avec les diasporas, notamment par le biais des connaissances et des compétences dans les programmes de transfert et la facilitation de remise.

Rapatriés potentiels et les institutions partenaires ERIN peuvent appeler directement le point focal unique ERIN si elles ont des questions supplémentaires ou besoin de plus d'informations :

### **POINT DE CONTACT OIM POUR L'ERIN EN GUINEE**

**Mme SOUMAH Kadiatou, OPS programme,**

Joignable du Lundi au Jeudi, de 08 :00 à 17:30 (GMT)

Vendredi, de 08 :00 à 13 :30

Email: ksoumah@iom.int

Téléphone:+224 628 640 817

**Adresse:** Organisation Internationale pour les Migrations

Donka, Bloc des professeurs, Dixinn, rue DI 252,

PB : 729 Conakry,

République de Guinée

<http://erin-iom.belgium.iom.int/?q=guinea>

## **5. LES SERVICES ERIN AVRR FOURNIS PAR L'OIM CONAKRY:**

Les services proposés aux bénéficiaires ERIN par l'OIM Conakry commencent une fois que la personne est rentrée en Guinée.

Le programme d'aide à la réinsertion est livré en nature (sauf indication contraire dans l'Annexe Nationale) et les montants varient selon le pays d'origine, les bourses de réinsertion allouées, le type de retour, et le profil et les besoins du bénéficiaire. Les services de réinsertion supplémentaires seront fournis aux mineurs non accompagnés. Après l'identification et l'évaluation de l'institution partenaire, ainsi que d'une autre identification des besoins post-retour; les services suivants sont disponibles pour les bénéficiaires de ERIN.

L'OIM est constamment en prise avec les institutions nationales pour atteindre le processus de réintégration durable pour le retourné par l'accès à l'assistance sociale et économique disponibles dans le pays.

Comme le suivi et l'évaluation précédente révèlent, la majorité des rapatriés considèrent l'épreuve de la migration irrégulière, comme une expérience formatrice mais ils sont réticents à répéter la même expérience vers d'autres pays. Ils considèrent généralement que les aides de réinsertion fournis permettent de relancer l'élan vers la reprise d'une vie bien établie dans leur pays d'origine malgré la quantité disproportionnée de l'aide qu'ils reçoivent comparée à un coût réel de gestion d'une entreprise. Espérons que, les rapatriés seront à même de pouvoir diffuser largement leur expérience de première main au sein de leur groupe de pairs, qui, en soi, inhibe d'autres personnes à faire la même expérience.

OIM Conakry est constamment à l'affût de toute occasion de renforcer l'aspect de la durabilité de chaque retour et vise à fournir des conseils sur mesure à des clients sur la plupart des plans réalisables pour bénéficier de leurs droits.

## ASSISTANCE AU CAS PAR CAS A L'ARRIVEE A L'AEROPORT

- Assurer un service d'information et d'orientation
- Fournir une aide au transport: À votre demande, l'OIM peut offrir le transport ultérieur vers la destination finale dans le pays, et les frais seront couverts par la subvention de réinsertion.
- Les renvois à des soins médicaux d'urgence pour assurer la continuité de traitement
- L'hébergement d'urgence (à la demande pré-départ uniquement)

### Assistance à la réintégration:

Les bourses de réinsertion peuvent être utilisées pour les services de réinsertion suivante:

- **Le soutien aux micro-entreprises:** Assistance pour commencer, ou relancer, ou encore s'offrir un partenaire dans une activité de microentreprise pour l'autonomie économique et la génération de revenus. Si vous choisissez de démarrer votre propre entreprise, l'OIM vous aide à identifier un type d'affaires approprié. Le choix de l'entreprise dépend entre autres de votre expérience précédente dans d'autres entreprises de votre région ayant donné un rendement etc.
- **L'allocation de subventions salariales pour encourager l'emploi:** l'OIM Conakry peut vous référer à travers son réseau de partenaires à des employeurs potentiels, et vous montrer comment faire fonctionner les sites de recrutement pertinent. Si vous obtenez un emploi, votre aide à la réintégration sera publié comme une subvention de salaire / salaire top-up.
- **L'inscription à une formation professionnelle pour améliorer vos compétences et l'employabilité:** les formations peuvent être identifiées en fonction de la disponibilité, de l'expérience de travail antérieure, de l'éducation, de l'intérêt, et de la demande du marché local pour des compétences spécifiques.
- **Hébergement temporaire** pour répondre aux besoins immédiats de logement.
- **Couverture des coûts médicaux** (médicaments, consultations) pour vous permettre d'accéder aux soins de santé au retour.
- **Couverture pour frais administratifs, judiciaires** pour vous permettre de vous enregistrer localement.

### SOUTIEN ADMINISTRATIF ET RÉFÉRENCES:

L'OIM peut vous fournir un soutien administratif, et des références à:

- des services d'ordre national, régional et local (gouvernemental, non gouvernemental, de bienfaisance, etc.)
- initiatives locales d'emploi
- institutions de microfinances
- l'inscription aux écoles et aux établissements d'enseignement
- la formation scolaire et professionnelle
- assistance médicale spécialisée
- l'assistance psycho-sociale
- réseau social local
- conseils juridiques

## 6. INFORMATIONS SUR LE PAYS : GUINÉE

### TRANSPORT:

Arrivée: Transport de l'aéroport international de Conakry Gbessia (AICB) au centre de la ville est assez facile. Une fois sorti du hall des arrivées, les taxis sont disponibles à l'extérieur du terminal. En outre, l'aéroport est également accessible en voiture et en bus.

**Réglementation douanière:** Les passagers doivent remplir un formulaire de douane à l'arrivée; le formulaire est généralement délivré après le poste de l'immigration et avant de passer à la zone de récupération des bagages. Les formulaires doivent être remplis aussi complets que possible, afin de minimiser les retards.

**Le système de réseau routier:** Le système de réseau routier en Guinée n'est pas bien organisé. Il y a de mauvaises routes, mais elles se connectent à toutes les villes et villages du pays.

### Démarrage d'un micro-business:

Les jeunes optent souvent pour le développement des microentreprises dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, les services, commerces, transports, et de l'agroalimentaire.

Les institutions de micro finance appuient les projets de jeunes et les femmes avec des taux d'intérêt bonifiés.

Notez que les banques commerciales avec des taux de crédit élevés ne facilitent pas l'accès pour les jeunes entrepreneurs.

### ÉDUCATION:

Le taux d'achèvement de l'école primaire est passé de 56,63% en 2009-2010 à 58% en 2010-2011 et de 58,5% en 2011-2012. Il y a aussi une amélioration dans le niveau de l'indicateur dans les zones rurales où, en 2010-2011, 40% des élèves terminent l'enseignement primaire contre 26% en 2009-2010 et de 42,3% en 2001-2012. Le nombre de classes primaires a augmenté de 2,049 salles de classe, à partir de 33,55 en 2009-2010 à 35 804 en 2011-2012. Le nombre total d'élèves de l'école primaire est passé de 453 355- 1 536 722 (y compris 725,543 filles), et 1.599.839 en 2011-2012; soit une augmentation respective de 83 367 et 63 117 élèves entre 2010 et 2012.

L'enseignement technique et la formation professionnelle en Guinée se caractérise par l'insuffisance de formation aux besoins du marché du travail et leur faible intégration socio-professionnelle des diplômés. Malgré la volonté et l'engagement conjugués de l'Etat et la communauté internationale, il est clair qu'une grande partie de la population guinéenne est peu ou pas formés et le pays a un déficit important de travailleurs qualifiés; ce qui explique en grande partie le taux élevé de chômage qui prévaut.

Au niveau de l'enseignement supérieur, une place importante a été accordée à la rénovation des programmes dans les plans de développement institutionnel des institutions pour revitaliser le sous-secteur et élever la qualité de la formation dispensée aux étudiants. Le recrutement de 157 enseignants a été efficace et a permis d'établir la rénovation des plans d'étude, des programmes et des méthodes de formation dans le cadre du système Licence Master Doctorat (LMD).

## **SOINS MÉDICAUX**

Accès aux médicaments de base: La Pharmacie Centrale de Guinée (PCG) est le point focal pour l'importation de tous les médicaments et fournit des médicaments aux patients spéciaux dans les pharmacies désignées. En général, la quasi-totalité des médicaments essentiels est disponible en Guinée. Le médicament est généralement distribué en petites quantités afin d'éviter la revente sur le marché noir. Les trois pharmacies ci-dessous sont les plus célèbres en Guinée:

- Pharmacie de Manquepas: Avenue de la République dans le centre-ville de Kaloum, à Conakry
- Pharmacie de Donka, près de l'hôpital hospitalo-universitaire (hôpital universitaire), situé dans la banlieue de Conakry;
- Pharmacie Manize: Située dans la commune de Dixinn, Conakry.

Assurance santé: Bien que 20% seulement de la population utilise le système d'assurance de santé pour rembourser leurs dépenses de santé, le gouvernement n'a jamais subventionné la production pharmaceutique / importation afin d'augmenter l'accessibilité des médicaments.

## **LOGEMENT**

**Temporaire à l'arrivée:** l'OIM peut fournir aux rapatriés un hébergement temporaire à l'hôtel pour au moins 24 heures à leur retour. L'OIM ne traite pas avec des entreprises locales qui fournissent un logement temporaire pour les rapatriés.

**Louer un logement:** En général, il y a un nombre suffisant de maisons et appartements disponibles à Conakry et dans tout le pays. Le prix pour l'achat ou la location d'une résidence varie et dépend de la ville et l'emplacement. Les logements subventionnés sont uniquement disponibles pour les employés du gouvernement. Il n'y a aucune banque pour donner un prêt pour le logement (manque d'une banque d'habitat en Guinée).

**Loyer mensuel moyen à Conakry:** le taux moyen pour un appartement de deux chambres dans un bon quartier résidentiel est d'environ 1 500 000 GNF - 2 000 000 par mois. Ce montant peut encore être négocié avec le propriétaire et doit être payé comme un dépôt de garantie et de loyer mensuel.

## **EMPLOI**



Exigences d'accéder au marché de l'emploi: Pour accéder au marché du travail, il est nécessaire de détenir un certificat de naissance et d'obtenir une autorisation spéciale.

Indication Moyenne des salaires:

- travailleurs de la construction: le salaire moyen se situe entre 200 000 et 350 000 GNF par jour.
- les chauffeurs de taxi: le salaire moyen se situe entre 65 000 et 75 000 GNF par jour.
- travailleurs de la municipalité: le salaire journalier moyen est compris entre 50'000 et 70'000 GNF par jour.
- spécialistes de l'informatique: environ 40 000 GNF par heure.

**Heures de travail:** La semaine de travail en Guinée est basée sur une semaine de 40 heures. Généralement, les employés travaillent du lundi au jeudi (8,75 heures par jour) et une demi-journée le vendredi (5 heures). Toutes les heures travaillées au-delà de celles-ci offre un droit à l'employé pour les heures supplémentaires.

Dernière mise à jour: 10<sup>th</sup> Novembre 2016

<b>Désistement</b>
--------------------

L'OIM a effectué la collecte d'informations avec le plus grand soin. OIM fournit des informations à sa connaissance et en toute conscience. Néanmoins, l'OIM ne peut assumer à être tenus responsables de l'exactitude des informations fournies. En outre, l'OIM ne doit pas être tenue responsable des conclusions tirées ou les résultats, qui sont tirées de l'information fournie par l'OIM.
---

## DONATEURS ERIN

Le Programme ERIN Action Spécifique est financé par la Commission Européenne (Fonds européen pour le retour et la réintégration de l'UE- AMIF), avec les 18 Pays partenaires participants (à savoir : l'Allemagne, l'Autriche, l'Australie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Norvège, la Roumanie, la Suède, et la Suisse).

<b>Liste des pays partenaires au programme ERIN Action Spécifique et de leurs institutions.</b>	
<b>Les Pays Partenaires</b>	<b>Les Institutions Partenaires</b>
Autriche	Ministère de l'Intérieur
Australie	Département d'Immigration et de protection des Frontières
Belgique	FEDASIL
	Office Fédéral d'Immigration
Danemark	Ministère des Affaires Etrangères
Finlande	Service d'Immigration Finlandais
France	Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
Allemagne	Office Fédéral pour la Migration et les réfugiés
Grèce	Ministère de l'ordre Public et de la protection au citoyen
Italie	Ministère de l'Intérieur
Luxembourg	Ministère des Affaires Européennes et Etrangères
Malte	Ministère de l'intérieur et de la Sécurité Nationale
Hollande	Service de la repatriation et du départ
Norvège	Direction Norvégienne d'Immigration
Roumanie	Inspection Générale pour les migrations
Espagne	Intégration des migrants au Bureau de Migration
Suède	Agence Suédoise de Migration
Suisse	Secrétariat d'Etat pour la Migration
Royaume Uni	Home Office- Immigration Enforcement